Conformément à l'avis exprimé par lettre n° 1.292/EFC. du Chef du Service des Eaux et Forêts du Dahomey, Conseiller Technique;

Vu les nécessités du Service;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Territoire du Togo, une Section des Eaux et Forêts, rattachée au Bureau des Affaires Economiques.

Cette Section détachée par l'Inspecteur des Eaux et Forêts, Chef du Service des Eaux et Forêts du Dahomey, Conseiller Technique, est dirigée par le Contrôleur des Eaux et Forêts du Togo.

Elle a pour attribution principale l'administration générale du domaine forestier, et est chargée notamment de l'exécution des dispositions de l'article 1^{er} du décret du 10 septembre 1942 susvisé, de celles de l'arrêté fixant les conditions d'application du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du territoire et réglementant l'exploitation et la circulation des produits des forêts au Togo — et de tous règlements forestiers.

ART. 2. — Un plan de campagne quinquennal des travaux forestiers sera établi à compter du 1^{er} janvier 1945, en accord avec l'Inspecteur des Eaux et Forêts, Conseiller Technique; il sera revisible chaque année, avant le 30 septembre dans les mêmes conditions.

ART. 3. — Les Chefs de Circonscriptions administratives sont chargés de l'exécution du plan de campagne; ils disposent, à cet effet, du personnel indigène du peloton des Eaux et Forêts, créé par arrêté n° 132 du 13 mars 1941, des Gardes forestiers du Cadre local affectés dans les chefs-lieux des Circonscriptions administratives, chargés de la police forestière ainsi que de tous les autres agents éventuellement détachés à cet effet.

ART. 4. — Le Contrôleur des Eaux et Forêts, Chef de la Section, peut, pour toutes les questions d'ordre purement technique, correspondre directement avec le Conseiller Technique.

Il est plus spécialement chargé :

1^o — de faire assurer la surveillance et la protection du domaine classé;

2^o — de l'établissement des projets de classement des forêts et des périmètres de reboisement, en accord avec les autorités administratives régionales et les collectivités indigènes intéressées;

3^o — des travaux de délimitation, d'abornement, d'aménagement du domaine forestier classé;

4^o — de la réglementation des exploitations des forêts domaniales et des plantations administratives du Territoire. (Arrêté 484 du 23 novembre 1940);

5^o — de la gestion des Stations forestières de Togblékové et Davié;

6^o — des actions et poursuites judiciaires concernant les infractions en matière forestière, de chasse, de pêche;

7^o — de la centralisation du contentieux forestier du Territoire, de l'établissement des états de mandatement des primes perçues à la suite de procès-verbaux dressés en matière forestière, comme prévu par l'arrêté n° 206 du 7 avril 1942;

En outre, le Chef de la Section des Eaux et Forêts en l'absence d'Officier forestier, est habilité à transiger au nom du Commissaire de la République pour les

amendes dont le montant en principal est inférieur à 100 francs. Au-dessus de 100 francs, les transactions sont accordées par le Chef de la Section des Eaux et Forêts sous réserve de l'approbation du Commissaire de la République.

8^o — en l'absence d'officier forestier, de représenter le Service des Eaux et Forêts, aux commissions de classement;

9^o — sur décision du Commissaire de la République, d'accorder par délégation les permis et les titres d'exploitation forestière;

10^o — d'une façon générale, d'inspecter et contrôler les travaux effectués en vue de la bonne exécution, du plan de campagne.

ART. 5. — Les Chefs de Circonscriptions et le Chef de la Section établissent, chaque année, chacun en ce qui le concerne, un rapport annuel relatif aux travaux effectués en matière forestière.

Ces rapports rassemblés à la Section, avant le 15 février, feront l'objet d'un rapport d'ensemble.

ART. 6. — Pour l'exécution de ses attributions, le Chef de la Section dispose de tout le personnel indigène technique, tant des cadres qu'auxiliaires ou de maîtrise (Assistants, Gardes forestiers du cadre local affectés sur les forêts classées, Surveillants, Chefs d'équipe) lequel relève au point de vue politique, administratif et financier de l'autorité directe du Chef de la Circonscription dans laquelle il sert; au point de vue technique de la propre autorité du Chef de la Section.

Ce personnel rend compte régulièrement de l'exécution de ses consignes au Chef de la Section, sous le couvert de l'autorité administrative qui formule son avis s'il y a lieu.

ART. 7. — L'arrêté n° 474/AE. du 4 septembre 1943 est et demeure abrogé.

Le Chef du Bureau des Affaires Economiques, les Chefs de Circonscriptions, le Chef de la Section, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 septembre 1944.

J. NOUTARY.

Enseignement

DECISION N° 377 E. du 6 septembre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 32 du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté N° 107 du 16 février 1937 portant création du cours supérieur d'enseignement, modifié par celui du 8 septembre 1942;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les élèves des cours supérieurs de Lomé, d'Atakpamé et de Sokodé sont autorisés à suivre, dans les différents services techniques, un stage

de travaux pratiques. Les cours auront lieu soit le matin, soit l'après-midi, l'autre demi-journée étant réservée à l'enseignement général.

ART. 2. — La répartition des élèves dans les différents services sera faite après accord avec les services intéressés :

à Lomé, par le Chef du Service de l'Enseignement, à Atakpamé et Sokodé, par le Commandant du Cercle, sur proposition du Directeur de l'Ecole régionale.

ART. 3. — A la fin du stage, le Directeur du Service intéressé remettra à chaque élève un certificat portant appréciations sur son assiduité, son caractère, ses aptitudes et son travail.

ART. 4. — Ces travaux pratiques constituent seulement un exercice scolaire qui ne peut engager l'Administration à prendre à son service, à la fin du stage, les élèves qui l'auront suivi. Ceux-ci conserveront cependant un droit de priorité lors de demandes d'emploi éventuelles.

ART. 5. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1944.

J. NOUTARY.

N° 384 E. — Par décision du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

8 septembre 1944. — Un concours pour l'admission dans le cadre des instituteurs aura lieu à Lomé les lundi 23 octobre 1944 et jours suivants.

Le nombre de places mises au concours est fixé à six.

Ne peuvent faire acte de candidature que les moniteurs et agents auxiliaires titularisés de l'enseignement officiel.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Rappel pour services militaires

Par arrêté du Commissaire aux Colonies, en date du 23 juin 1944, est rapporté l'arrêté du 16 octobre 1939, modifiant l'article 2 de l'arrêté du 22 septembre 1939 qui attribue des rappels d'ancienneté pour services militaires à des administrateurs des colonies.

Les fonctionnaires figurant au tableau annexé au présent arrêté conservent dans leur grade les bonifications d'ancienneté mentionnées dans ce tableau.

NOMS et PRÉNOMS	DATE de la dernière promotion	Rappels attribués ou conservés au titre des lois militaires
-----------------	-------------------------------	---

ADMINISTRATEURS DES COLONIES

Administrateurs en Chef :

Gaudillot Henri	16 mai 1939	3 a. 4 m. 14 j.
Guillou François	1 ^{er} janv. 1941	2 ans-27-jours

Administrateurs de 1^{re} classe :

André Robert	1 ^{er} janv. 1944	3 a. 3 m. 29 j.
--------------	----------------------------	-----------------

Administrateurs de 2^e classe :

Barbero Robert	1 ^{er} janv. 1944	10 mois 27 jours
----------------	----------------------------	------------------

Administrateurs de 3^e classe :

Rives François	1 ^{er} janv. 1944	11 mois 19 jours
----------------	----------------------------	------------------

Administrateurs adjoints de 1^{re} classe :

Froelich Jean-Claude	1 ^{er} janv. 1944	1 a. 9 m. 10 j.
----------------------	----------------------------	-----------------

Administrateurs adjoints de 2^e classe :

Meneau Jean	1 ^{er} janv. 1943	1 a. 5 m. 7 j.
-------------	----------------------------	----------------

Administrateurs adjoints de 3^e classe :

Dubois Pbilippe	2 sept. 1943	1 a. 4 m. 17 j.
Jaubert Jean	1 ^{er} août 1943	1 an 5 jours
Aubanel Pierre	1 ^{er} août 1943	néant

AGRICULTURE

Ingénieur de 1^{re} classe :

Pierron René	1 ^{er} janv. 1943	1 mois 10 jours
--------------	----------------------------	-----------------

MÉTÉOROLOGIE

Ingénieur principal de 3^e classe :

Caron Jules	1 ^{er} janv. 1943	2 mois 12 jours
-------------	----------------------------	-----------------

SERVICES CIVILS DES COLONIES

Adjoints principaux de classe exceptionnelle :

Maillet Jean	1 ^{er} janv. 1943	néant
Barma Victor	1 ^{er} janv. 1944	néant
Dantec Xavier	1 ^{er} janv. 1944	néant

Adjoints principaux de 1^{re} classe :

De Guise Félix	1 ^{er} janv. 1944	4 mois 26 jours
----------------	----------------------------	-----------------

Adjoints principaux de 3^e classe :

Le Glatin Yves	1 ^{er} janv. 1943	néant
----------------	----------------------------	-------